

USINE E-CHO, NON MERCI !

TROMPERIE AUX BIOCARBURANTS À LACQ



Nous sommes un collectif d'associations nationales et régionales, environnementales et paysannes, opposées au projet du consortium financier Elyse de lancer une usine de « bio »carburants à Lacq, en Pyrénées atlantiques.

Ce projet, nommé E-CHO, consiste à produire du carburant à partir d'hydrogène et de biomasse forestière, pour les transports aériens et maritimes - au prix d'une pollution de l'air et de l'eau, ainsi que d'une destruction massive des forêts, des milieux aquatiques et de la biodiversité de la Nouvelle Aquitaine et de l'Occitanie.

Et au lieu de « décarboner » les transports (l'objectif affiché d'Elyse), la production de ces carburants aboutirait en fait à un triplement des émissions de gaz à effet de serre. En pleine crise climatique !

Car, pour produire annuellement les quantités de carburant prévues par le projet E-CHO (75 000 tonnes de kérosène et 200 000 tonnes de méthanol), il faudrait environ 500 000 tonnes de bois sur pied, soit 10 000 ha de forêt ou environ 1 million d'arbres abattus tous les ans, diminuant drastiquement la capacité de nos forêts à stocker le CO₂. La diminution annuelle du puits de carbone forestier serait de l'ordre de 1 500 000 tonnes de CO₂, CO₂ qui ne serait donc plus stocké. Ce déstockage est équivalent à une émission de 1 500 000 tonnes de CO₂.

L'utilisation de biomasse forestière n'est donc pas un procédé bas carbone, comme Elyse voudrait nous le faire croire, mais au contraire extrêmement polluant en CO₂. Sans parler du CO₂ émis lors du transport du bois (15 000 camions par an) et des 500 000 tonnes de CO₂ rejetées dans l'atmosphère par les avions et les bateaux lors de la combustion du « bio »-carburant produit par E-CHO.

De plus, pour alimenter l'usine, 8 millions de m³ d'eau seraient prélevés annuellement dans le gave de Pau (soit la consommation d'eau de 156 000 habitants durant toute une année), et les eaux de refroidissement rejetées par l'usine pourraient atteindre jusqu'à 30°. Il y aurait donc un danger d'assèchement de la rivière et de désolation des milieux aquatiques.

1. Nous demandons aux représentants des citoyens d'exprimer leur ferme opposition à un projet coûteux (2 milliards d'euros !), qui épuiserait les ressources naturelles de notre région, réduisant de façon dramatique la capacité de la nature à nous protéger contre le réchauffement climatique. Nous invitons tous les citoyens à exprimer leur désaccord, en participant à la concertation publique sur : <https://www.e-cho-concertation.fr/>

2. Nous demandons aux pouvoirs publics qu'il y ait le plus rapidement possible une étude indépendante d'impact environnemental globale, et que celle-ci soit publiée avant le début de l'enquête publique, afin que citoyens et élus puissent être pleinement informés des conséquences désastreuses de ce projet pour l'environnement.
3. Nous demandons au gouvernement de ne pas soutenir - et financer avec l'argent du contribuable - un projet privé qui détruira le bien commun, dont nous dépendons tous pour notre survie.
4. Nous demandons que désormais les projets relatifs aux ENR n'impactent plus jamais les milieux et sols naturels existants et que toute ZAER (zone d'accélération des énergies renouvelables) soit affectée par une commune à des parcelles déjà artificialisées.
5. **Nous vous demandons à tous de signer cette pétition, en écrivant un commentaire si possible, de la faire circuler, et de nous rejoindre dans l'action* pour empêcher ce projet désastreux!**

Le Collectif Touche Pas à Ma Forêt – Pour le Climat

*Pour tout renseignement : stop.biocarburants.lacq@gmail.com